

LES EXPÉRIENCES DE VIOLENCE CHEZ LES TRAVAILLEUSES ET TRAVAILLEURS DU SEXE TRANS ET NON BINAIRES AU CANADA :

une perspective intersectionnelle

.....

Ce rapport communautaire provient d'un article de revue publié dans « **Sexuality Research and Social Policy** », disponible gratuitement en ligne ici (disponible en anglais seulement) : <https://doi.org/10.1007/s13178-023-00795-2>.

Citez ce rapport : Scheim, H. Santos, S. Ciavarella, J. Vermilion, F. S.E. Arps, N. Adams, K. Nation, G. Bauer. Les Expériences De Violence Chez Les Travailleuses Et Travailleurs Du Sexe Trans Et Non Binaires Au Canada. 2023-03-02. Disponible au : <https://transpulsecanada.ca/fr/results/rapport-communautaire-experiences-de-violence-chez-les-travailleuses-et-travailleurs-du-sexe-trans-et-non-binaires-au-canada>

Citez l'article de revue : Scheim, A.I., Santos, H., Ciavarella, S. *et al.* Intersecting Inequalities in Access to Justice for Trans and Non-binary Sex Workers in Canada. *Sex Res Soc Policy* (2023). <https://doi.org/10.1007/s13178-023-00795-2>.

Étude

Pendant une période de 10 semaines en 2019, l'équipe de recherche Trans PULSE Canada a recueilli des données auprès de 2 873 personnes trans et non binaires âgées de 14 ans ou plus et vivant au Canada. Les participant·es pouvaient répondre à l'enquête ou à un formulaire court de 10 minutes en ligne, sur papier, par téléphone (avec ou sans interprète), ou sur une tablette avec un ou une pair-associé·e de recherche (uniquement dans les grandes villes). L'enquête était disponible en anglais ou en français. Ce rapport se concentre sur les données de 2 012 participants âgés de 16 ans et plus qui ont répondu à l'enquête complète. L'enquête Trans PULSE Canada comprenait des questions tirées du projet Trans PULSE de l'Onta-

rio, des questions tirées d'enquêtes de Statistique Canada afin de dresser des comparaisons avec la population générale, et des questions élaborées par des personnes trans et non binaires en fonction des priorités de la communauté. Ce rapport a été créé par l'équipe Population Prioritaire – Travailleuse·eurs du sexe, un groupe composé de personnes ayant une expérience vécue antérieure ou actuelle du travail du sexe.

Question de recherche

En 2014, le Canada a adopté une nouvelle loi sur le travail du sexe (la *Loi sur la protection des communautés et des personnes exploitées*, ou LPCE) qui prétend protéger les travailleuse·eurs du sexe en ne cri-

minalisant que les clients¹. Les travailleuse·eurs du sexe et leurs allié·es ont contesté cette loi dite d'« élimination de la demande » en faisant valoir qu'elle continue de placer les travailleuse·eurs du sexe – en particulier les travailleurs et travailleuses marginalisées – à risque de violence et de limiter l'accès aux services d'intervention d'urgence². Bien que les travailleurs et travailleuses du sexe trans et non binaires sont susceptibles d'être particulièrement touchés par la criminalisation et la violence, les données sur les expériences spécifiques des travailleuse·eurs du sexe trans et non binaires font défaut. Pour pallier ce manque, nous avons utilisé les données de l'enquête Trans PULSE Canada pour décrire les expériences de violence vécues par les participant·es au cours des cinq années précédentes. Notre approche était guidée par l'intersectionnalité, un cadre permettant de comprendre et d'aborder les formes multiples et concomitantes d'oppression telles que la transphobie, le sexisme, le racisme, la stigmatisation du travail du sexe et le classisme. Nous avons donc comparé les expériences en fonction du vécu en matière de travail du sexe, du type de travail, de la communauté ethnoraciale et du sexe assigné à la naissance.

Les données comprises dans ce rapport proviennent d'une publication plus détaillée sur les expériences de violence et l'accès à la justice chez les travailleuse·eurs du sexe trans et non binaires, disponible gratuitement en ligne ici: <https://doi.org/10.1007/s13178-023-00795-2> (disponible en anglais seulement). Un rapport communautaire complémentaire sur les expériences avec la police est disponible ici: transpulsecanada.ca/fr/results/rapport-communautaire-experiences-avec-la-police-chez-les-travailleuses-et-travailleurs-du-sexe-trans-et-non-binaires-au-canada (disponible en anglais et en français).

Interprétation des résultats

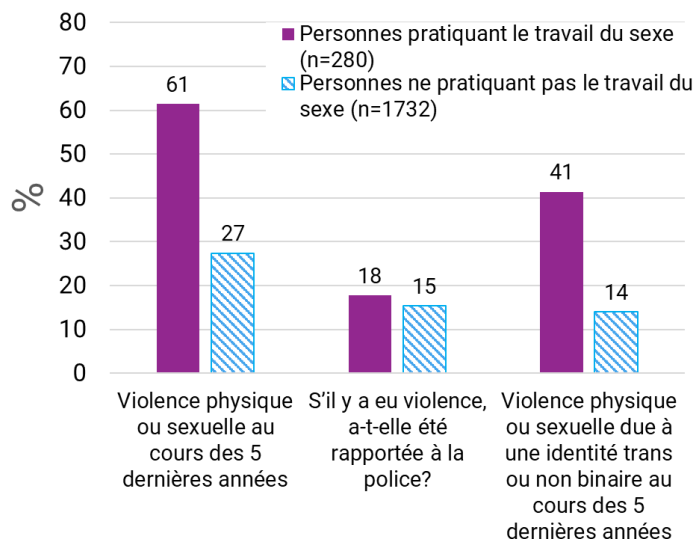
Bien que Trans PULSE Canada ait eu recours à de nombreuses approches pour rendre le sondage accessible, il n'a pas été possible d'effectuer un échantillonnage aléatoire de la population trans et non binaire. Par conséquent, on ne peut présumer que les résultats de l'enquête représentent les données démographiques réelles de la population. Par exemple, le fait que 16 % des personnes incluses dans cette analyse aient fait du travail du sexe ne signifie pas que 16 % de toutes les personnes trans et non binaires au Canada ont fait du travail du sexe. Il est également important de noter que ce rapport ne contient que les données des participant·es ayant rempli la version intégrale de l'enquête, et que les personnes pratiquant actuellement le travail du sexe étaient plus susceptibles de remplir la version abrégée.

Dans ce rapport, nous utilisons des figures pour décrire les résultats de l'étude. Les différences entre les groupes représentées dans les figures ne sont pas toutes *statistiquement significatives*. Les différences *statistiquement significatives* sont moins susceptibles d'être dues uniquement au hasard. Toutes les différences mentionnées dans ce rapport sont statistiquement significatives. Les différences qui ne sont pas statistiquement significatives doivent être interprétées avec prudence; elles peuvent signifier qu'il n'existe aucune différence réelle ou que le nombre de participant·es dans chaque groupe n'était pas suffisant pour déceler une différence.

Résultats

Parmi les 2 012 participant·es, 280 (16 %) avaient déjà pratiqué le travail du sexe. Parmi les travailleuse·eurs du sexe, 64 % étaient des personnes assignées femme à la naissance, 54 % étaient non binaires, 15 % étaient autochtones et 13 % étaient des personnes racisées non autochtones. Les participant·es racisé·es non autochtones revendiquaient les origines ethnoraciales suivantes : noires africaines

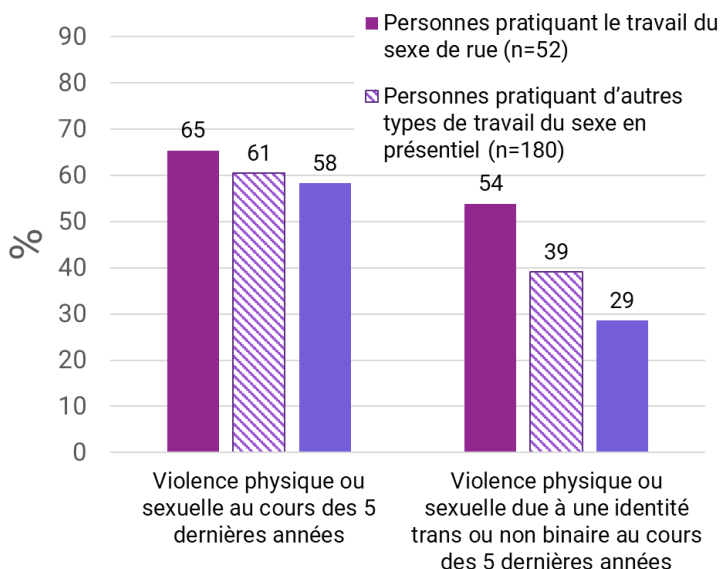
Figure 1 : Violence selon l'historique de travail du sexe



(20 % des travailleuse·eurs du sexe racisé·es et 5 % des non-travailleuse·eurs du sexe racisé·es), afro-caribéennes (9 % et 6 %), afro-canadiennes ou afro-américaines (11 % et 5 %), asiatiques de l'Est (14 % et 33 %), indo-caribéennes (11 % et 3 %), latino-américaines (11 % et 12 %), moyen-orientales (17 % et 10 %), asiatiques du Sud (20 % et 17 %) et/ou asiatiques du Sud-Est (11 % et 12 %).

Comme le montre la **figure 1**, les participant·es trans et non binaires ont, dans l'ensemble, subi des ni-

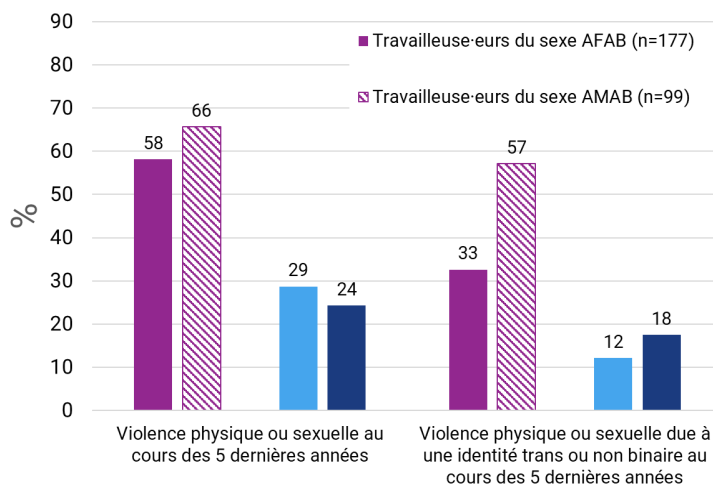
Figure 2: Violence par type de travail du sexe



veaux élevés de violence au cours des 5 dernières années, mais les travailleuse·eurs du sexe étaient significativement plus susceptibles de subir des violences physiques ou sexuelles (61 % contre 27 % chez les autres participant·es) et des violences liées au fait d'être trans ou non binaire (41 % contre 14 %).

Parmi les participant·es ayant subi des violences au cours des cinq dernières années, 16 % seulement avaient signalé au moins un incident à la police, et ce chiffre ne variait pas de manière significative d'un groupe à l'autre.

Figure 3 : Violence selon le sexe assigné à la naissance*

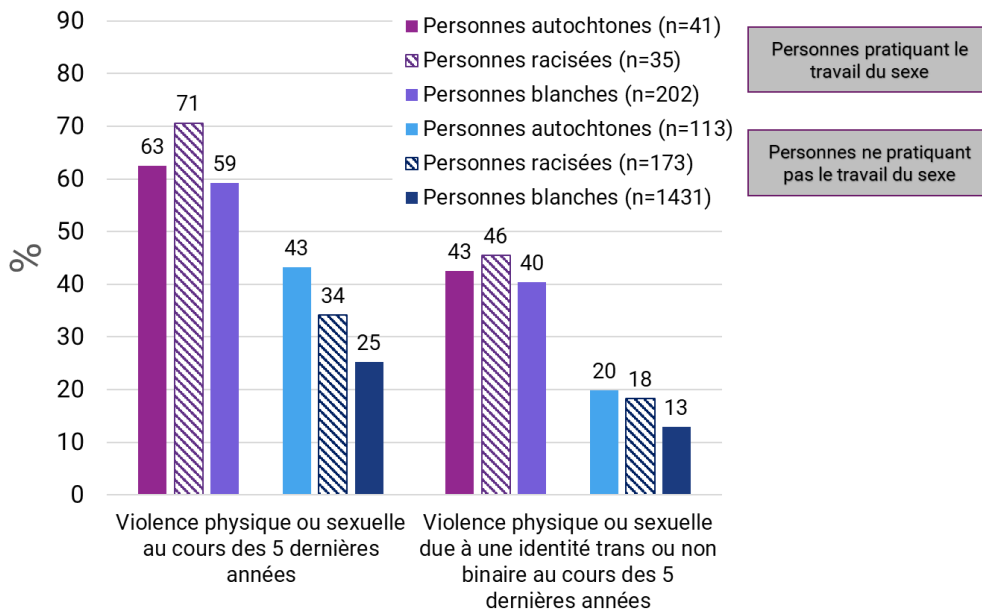


*Personne assignée femme à la naissance (AFAB); Personne assignée homme à la naissance (AMAB)

En comparant les travailleuse·eurs du sexe par type de travail (**figure 2**), nous avons constaté que les participants qui faisaient du travail de rue étaient beaucoup plus susceptibles d'avoir subi de la violence en raison de leur identité trans ou non binaire (54 % contre 39 % des autres travailleuse·eurs en présentiel et 29 % des travailleuse·eurs à distance).

Ensuite, nous avons examiné les différences selon le sexe assigné à la naissance et le travail du sexe (**figure 3**). Il n'y a pas de différences statistiquement significatives entre les personnes assignées femmes à la naissance (AFAB) et assignées homme à la naissance (AMAB) en ce qui concerne les expériences de violence pour quelque raison que ce soit. Cependant,

Figure 4 : Violence par groupe ethnoracial



les participant·es AMAB étaient plus susceptibles d'avoir subi des violences en raison de leur identité trans ou non binaire au cours des 5 années précédentes, en particulier du côté des travailleuse·eurs du sexe (57 % des travailleuse·eurs du sexe AMAB contre 33 % des travailleuse·eurs du sexe AFAB).

Le **figure 4** ventile les résultats par origine ethnoraciale et par historique de travail du sexe. Parmi les travailleuse·eurs du sexe, aucune différence statistiquement significative n'a été relevée dans les expériences de violence en fonction de l'origine ethnoraciale. En revanche, les non-travailleuse·eurs du sexe autochtones (43 %) et racisé·es (34 %) ont subi des niveaux plus élevés de violence physique ou sexuelle pour quelque raison que ce soit que leurs homologues blanc·hes (25 %).

Implications

Les participant·es à l'étude Trans PULSE Canada ont connu des niveaux élevés de violence dans l'ensemble, mais les niveaux étaient beaucoup plus élevés chez les travailleuse·eurs du sexe. Signe de l'importance d'une approche intersectionnelle, nous avons constaté des différences parmi les travail-

leuse·eurs du sexe, plus précisément que les personnes transféminines et AMAB pratiquant le travail du sexe, tout comme les travailleuse·eurs du sexe de rue, étaient plus susceptibles d'avoir subi de la violence transphobe au cours des cinq années précédentes. Ces résultats témoignent des effets combinés de la stigmatisation des travailleuse·eurs du sexe, de la transmisogynie et des effets disproportionnés de la criminalisation sur les travailleuse·eurs du sexe de rue.

Les organisations et les gouvernements peuvent prendre un certain nombre de mesures pour prévenir la violence à l'égard des travailleuse·eurs du sexe trans et non binaires et pour les soutenir suite à des expériences de violence. Une approche possible est le développement et le financement continu de services de prévention et de réponse à la violence adaptés aux travailleuse·eurs du sexe et qui n'impliquent pas la police (voir le rapport communautaire complémentaire intitulé **Les expériences avec la police chez les travailleuses et travailleurs du sexe trans et non binaires au Canada : une perspective intersectionnelle**, disponible ici : transpulsecanada.ca/fr/results/rapport-communautaire-experiences-avec-la-police-chez-les-travailleuses-et-travailleurs-du-sexe-trans-et-non-binaires-au-canada). Ces services comprennent notamment des systèmes de signalement des mauvais clients, qui recueillent et distribuent les signalements de violence à la communauté et dirigent les survivant·es en contact vers des ressources de soutien sans l'intervention de la police. Ces systèmes ont été mis en place par des organisations de soutien aux travailleuse·eurs du sexe partout au Canada, comme Stella (Montréal), Maggie's (Toronto), SWAP Hamilton, WISH (Vancouver) et Peers (Victoria).

Pour prévenir la violence subie par les travailleuse-urs du sexe de rue en particulier, les politiques de logement et de refuge devraient éliminer les couvre-feux; permettre aux résident·es d'amener des clients dans leur chambre; adopter des politiques de non-discrimination claires et applicables; et éventuellement créer des programmes de logement à l'intention des travailleuse-urs du sexe et/ou des personnes trans et non binaires, comme le refuge WISH à Vancouver. Une formation sur l'intervention des témoins pour les personnes susceptibles d'être témoins de violence à l'égard des travailleuse-urs du sexe pourrait également contribuer à prévenir la violence à l'égard des travailleuse-urs du sexe de rue.

Nous recommandons également le développement et le financement de services de counseling et de soutien par les pairs pour les travailleuse-urs du sexe trans et non binaires afin de combattre l'isolement, favoriser le partage de tactiques de sécurité, faciliter les efforts d'organisation communautaire et fournir un espace sûr à l'abri de l'intersection de la stigmatisation anti-travail du sexe et de la stigmatisation anti-trans qui peut limiter l'accès au travail du sexe général et aux soutiens généraux à l'intention des personnes trans³.

Enfin, il est essentiel d'abroger les dispositions de la LPCVE qui exposent les travailleuse-urs du sexe à des risques de violence. La criminalisation de l'achat de services sexuels incite les clients à rester anonymes, ce qui fait en sorte qu'il est plus difficile pour les travailleuse-urs du sexe d'effectuer des processus de vérification. Les interdictions de travailler à proximité de garderies ou d'écoles, d'entraver la circulation ou d'engager des tiers (tels des chauffeurs et des agents de sécurité) peuvent obliger les travailleuse-urs à pratiquer le travail du sexe dans un plus grand isolement et dans des circonstances plus dangereuses³. De plus, les restrictions sur l'annonce de services sexuels empêchent les travailleuse-urs du sexe de travailler ensemble pour améliorer leur sé-

curité⁴. Ces dispositions sont actuellement contestées devant les tribunaux du côté de l'Ontario. Pour plus d'informations sur la campagne pour la réforme des lois sur le travail du sexe au Canada, visitez le site sexworklawreform.com.

Remerciements

L'équipe de Trans PULSE Canada comprend plus de 100 personnes qui ont contribué de différentes manières au projet. Nous tenons à souligner la précieuse contribution des personnes suivantes : Aaron Devor, Adrian Edgar, Alisa Grigorovich, Alyx MacAdams, Ander Swift, Angel Glady, Anna Martha Vaites Fontanari, Asha Jibril, Ayden Scheim, Bretton Fosbrook, Caiden Chih, Callie Lugosi, Carol Lopez Ricote, Charlie Davis, Connie Merasty, Dominic Beau-lieu-Prévost, Drew Burchell, Elie Darling, Emily Nunez, Eva Legare-Tremblay, Fae Johnstone, Fin Gareau, Françoise Susset, Frédéric S. E. Arps, Gioi Tran Minh, Greta Bauer, Hannah Kia, Jack Saddleback, Jacq Brasseur, Jaimie Veale, Jelena Vermilion, Jordan Zaitzow, Joseph Moore, Julie Temple-Newhook, j wallace skelton, Keegan Premph, Kelendria Nation, Kimberly Dhaliwal, Kohenet Talia Johnson, Kusha Dadui, Kylie Brooks, Leo Rutherford, Marcella Daye, Mayuri Mahendran, Meghan Smith, Moomtaz Khattoon, M. Roberts, Naja, Nathan Lachowsky, Nik Redman, Noah Adams, Peetanacoot (Winnie) Nenakawekapo, Parker L., Rainbow Hunt, Randy Jackson, Reann Legge, Rebecca Hammond, Reece Malone, Renée Masching, Renu Shonek, Robb Travers, Rosalyn Forrester, Roxane Nadeau, Sharp Dopler, Shaz Islam, Siobhan Churchill, Skylar Sookpaiboon, Sophia Ciavarella, T.F., Todd Coleman, Tony Kourie, William Flett, Yasmeen Persad, et 36 autres membres anonymes de l'équipe. Nous vous remercions !

Références

1. Gouvernement du Canada. (2022). Loi sur la protection des collectivités et des personnes victimes d'exploitation (2014). Disponible au : https://laws-lois.justice.gc.ca/fra/LoisAnnuelles/2014_25/page-1.html
2. Crago, A. L., Bruckert, C., Braschel, M, et Shannon, K. (2021). Sex workers' access to police assistance in safety emergencies and means of escape from situations of violence and confinement under an "end demand" criminalization model: A five city study in Canada. *Social Sciences*, 10(13). <https://doi.org/10.3390/socsci10010013>
3. Landsberg, A., Shannon, K., Krüsi, A., DeBeck, K., Milloy, M. J., Nosova, E., Kerr, T. et Hayashi, K. (2017). Criminalizing sex work clients and rushed negotiations among sex workers who use drugs in a Canadian setting. *Journal of Urban Health*, 94, 563-571. <https://doi.org/10.1007/s11524-017-0155-0>
4. Platt, L., Grenfell, P., Meiksin, R., Elmes, J., Sherman, S. G., Sanders, T., Mwangi, P. et Crago, A. L. (2018). Associations between sex work laws and sex workers' health: A systematic review and meta-analysis of quantitative and qualitative studies. *PLoS Medicine*, 15(12), e1002680. <https://doi.org/10.1371/journal.pmed.1002680>

Auteur·e·s collaborateurs/collaboratrices:

Ayden I. Scheim, Heather Santos, Sophia Ciavarella, Jelena Vermilion, Freddie S.E. Arps, Noah Adams, Kelendria Nation, Greta R. Bauer

Les rapports, présentations et articles peuvent être téléchargés en visitant le site :

transpulsecanada.ca/fr

Pour plus de renseignements :

info@transpulsecanada.ca

Ce projet est financé par les Instituts de recherche en santé du Canada.

